

## La colonisation en mauvaise mémoire

En souvenir d'Henri Marrou  
et Pierre Vidal-Naquet

Les dénonciations actuelles du « colonialisme »<sup>1</sup> ont mis de nouvelles victimes de « crimes d'État » en compétition mémorielle avec toutes les autres victimes d'un passé « qui ne passe pas »<sup>2</sup>, comme s'il s'agissait de toujours mieux inscrire le malheur et la déploration dans la conscience de ce pays qui aurait eu jadis et naguère l'inconséquence de promouvoir conjointement et contradictoirement l'esclavagisme et les droits de l'homme, la défense de l'Algérie « française » et la torture, l'abandon de l'Algérie et le soutien massif à de Gaulle, la coopération et le « néo-colonialisme », etc.... Comme d'autres situations historiques passés, celles attestant du colonialisme en version tricolore, de la colonisation, de la France coloniale, des colonies - qu'elles aient été vieilles, nouvelles, « néo » ou « post » - sont tenues rétroactivement et tout en un pour assassines puis criminelles, justiciables puis condamnables.

Il s'agit d'abord pour quelques groupes de pression de dire leur peine et leur colère, leur « identité » perdue ou retrouvée, leur « communauté » défaite, rêvée, éparse ou en marche. Il s'agit de marquer au sceau d'hier et d'avant-hier des malaises présents et des espoirs en latence. Au nom de tous les migrants anciens, de tous les nouveaux venus, de tous les mal à l'aise de la nationalité et de la citoyenneté en France même et dans ses départements et territoires d'outre-mer, des minorités associés et agissantes font assaut, cherchent au-delà d'elles-mêmes une audience publique tout en un médiatique, politique, culturelle et judiciaire.

Quelle sera la survie et l'avenir de notre propre « mémoire », disent-elles ? Sera-t-elle insérée, intégrée, assimilée ou dissoute dans ou par la mémoire nationale ? Sera-ce un enrichissement collectif ou une dilapidation des héritages « indigènes » ? Une répudiation des origines ou la promesse d'un nouvel élan national ? Refaire le voyage aux colonies, faire du passé colonial non seulement un nouveau « syndrome » national qui prendrait le relais de celui de Vichy dans l'opinion mais faire ainsi la preuve que le « crime contre l'humanité » n'est pas propre au seul génocide des Juifs, apostropher la mémoire nationale au moment où ses feux par ailleurs faiblissent : des Autres, des lointains, des venus d'ailleurs tendent un miroir aux Uns, aux « hexagons » de souche ou tenus pour tels. Et la France se voit ainsi un peu plus malmenée, mémoire brouillée, passé défait, en crise d'identité.

### L'Algérie au cœur

À l'origine de cette provocation il y a l'Algérie, le seul territoire colonisé devenu un assemblage de départements français, le seul théâtre colonial où la France engagea ses jeunes

<sup>1</sup> Elle a ses effets dans la recherche historique : voir Marc Ferro dir., *Le Livre noir du colonialisme. XVIe-XXIe siècle : de l'extermination à la repentance*, Robert Laffont, 2003.

<sup>2</sup> Voir Jean-Pierre Rioux, *La France perd la mémoire*, Perrin, 2006, dont est repris largement ici le chapitre 7.

du contingent. Plus de cent trente années de présence physique sous ce ciel, là-bas, beaucoup de sueurs et de larmes, d'âpres bonheurs ensoleillés, de spoliations et de violences irréparables et insoutenables, de séparations et de haines ! Mais aussi ce transport incessant des hommes d'une rive à l'autre de la Méditerranée (y compris après 1954), avec pour finir le drame d'une guerre sans nom et, depuis 1962, une coopération toujours aléatoire, une immigration toujours aussi forte, une deuxième guerre civile algérienne, beaucoup de plaies mal cicatrisées : l'Algérie est restée très présente en métropole car, tous comptes faits, ce sont au bas mot dix millions de personnes qui en France métropolitaine, aujourd'hui, entretiennent un rapport d'intensité inégale mais en prise directe avec cette guerre et ce pays désormais indépendant.

Le souvenir d'Algérie l'a donc largement emporté sur ceux du Maroc et de la Tunisie, pays dont la francisation avait été moins forte, qui avaient conservé grâce au protectorat français une armature d'État originale, d'où un moins grand nombre de Français ont été rapatriés à l'heure des indépendances et d'où sont venus moins d'immigrés. Son intensité n'a pas eu davantage à connaître du silence et de l'indifférence qui, par contre, ont conduit à admettre sans phrases ni assauts de « mémoire » superflus, au moins en métropole (la situation est toute différente dans les DOM-TOM), tant de réfugiés et d'immigrés venus de l'ancienne Indochine française, puis pratiquement de toutes les rives du Pacifique puis de l'océan Indien et qui, eux, ont cultivé un communautarisme et une solidarité familiale assez vivants pour régler et réguler en solo et sans bruit leur rapport au terrible passé et aux exactions dont ils ont été les victimes là-bas, tout en ne négligeant pas de faire jouer à plein en leur faveur les meilleurs mécanismes d'intégration à la patrie d'accueil, et d'abord l'école pour leurs enfants.

On a longtemps rabâché que la France métropolitaine n'en finissait pas de ruminer sa honte d'être sortie de ce que le général de Gaulle appela « la boîte à chagrin ». Que ses fils erreraient dans leurs souvenirs amers à défaut d'avoir eu le courage d'entamer le travail du deuil. Elle renvoie une image figée d'une réalité qui, en fait, n'a pas cessé d'évoluer vers une sorte d'apaisement, signalée dès 1990 dans un sondage publié par *L'Histoire*<sup>3</sup>. Or, dans un paysage historique français où l'attachement à l'outre-mer ne fut jamais aussi démonstratif qu'en Grande-Bretagne ou qu'aux Pays-Bas, où l'idéal colonial ne conquiert jamais autant les foules, où les groupes de pression, la presse et les apôtres de la « plus grande France » ramèrent souvent à contre-courant d'une indifférence toujours difficile à réchauffer (sauf par temps de guerre mondiale), où s'étalèrent aussi bien la résignation que le lâche soulagement, la grande masse des Français de la métropole ont tourné la page, pour eux-mêmes, sans perplexité particulière et assez cyniquement, sur le grand air de « la Corrèze ou le Zambèze ». La bonne conscience coloniale, colonisatrice et même colonialiste n'a pas été effacée, puisque pratiquement trois personnes interrogées sur cinq estimaient en 1990 que la présence de la France depuis 1830 avait été une bonne chose pour l'Algérie et qu'en 2005 on a retrouvé, au pire du débat sur l'article 4 de la loi du 23 février - mais ce fut à peu près passé sous silence - la même proportion pour estimer que les aspects positifs de toute colonisation méritaient d'être enseignés eux aussi ! Les Français ont donc persisté et signé en pensant sans doute qu'ils avaient aussi apporté là-bas quelque chose qui ressemblait fort à la « civilisation » (ce vieux mot abandonné et remplacé aujourd'hui par « démocratie »), par l'instruction, la vaccination, les transports, les services et ce rêve qui a persisté chez certains colonisés et ex-colonisés : partir à coup sûr, être un jour « comme Dieu en France ». Certes dès 1990 les plus jeunes Français n'en tombaient plus d'accord, mais passé 35 ans leurs aînés ne rougissaient pas de ce passé-là.

Pourtant, il n'y a jamais eu de mémoire nationale de la guerre d'Algérie. En métropole, ce conflit fut longtemps un non-dit et un non-lieu avant que le pays consente, en

<sup>3</sup> « Les Français et la mémoire de l'Algérie », *L'Histoire*, 140, janvier 1991.

1999, à le nommer très tardivement une guerre, à l'initiative de parlementaires qui, eux, l'avaient fait et qui d'ailleurs appelaient non au « devoir » de mémoire mais d'abord à la lucidité et à ce que j'ai nommé le « devoir d'intelligence »<sup>4</sup>. Sa remémoration nationale est restée paresseuse parce que dès 1956 la tendance métropolitaine avait été à la « résignation présomptive » (Charles-Robert Ageron), c'est-à-dire qu'on n'avait jamais cru vraiment que le « maintien de l'ordre » enrayerait le processus d'indépendance. Surtout, elle fut tenue pour la fin bienvenue d'un processus colonisateur dont les Français, à la différence des Britanniques, n'avaient jamais convenu qu'il pût et dût être un projet collectif à large surface sociale, idéale et morale et qui pût rapporter grand ou gros bénéfice au bon peuple de France.

Si bien que tout ce qui a touché à l'outre-mer n'a le plus souvent été interprété et donc mémorisé, depuis le temps de Jules Ferry, qu'à proportion de sa place dans les assauts métropolitains, les conflits européens et les enjeux de mémoire franco-français. Cette constante francisation hexagonale et intestinale des enjeux a encore joué à plein pendant la guerre d'Algérie elle-même, tenue pour « trouble-fête » à l'heure de la croissance et de la consommation, et elle a scellé son destin en mémoire. Une image brouillée, une exclusion tacite de l'histoire nationale au moment même où l'on y expédiait par millions nos enfants en uniforme : nul n'a convenu qu'elle pût jamais entretenir un souvenir commun.

Et d'autant moins que la nature des antagonismes sur l'identité, la citoyenneté et la nationalité emmêlées là-bas depuis 1830 n'avait pas été tirés au clair, comme le prouvaient, pêle-mêle, l'évolution en Algérie même de la citoyenneté « française », « juive », « musulmane » ou « indigène », la place qu'on avait faite aux confessions juives et musulmanes, l'état des mœurs électorales et la césure entre collèges électoraux, le non-respect dès longtemps des droits de l'homme, l'incertitude des mots « Algérie française » ou « intégration ». Ses diverses victimes ont dû par conséquent remâcher leur malheur isolément, dans une cascade de chagrins et d'amertumes que la France « métró » après 1962 a largement ignorés.

Tant et si bien qu'a manqué à cette guerre ce qu'Halbwachs nommait les « cadres sociaux » d'une mémoire : l'espace et le temps. L'espace ? Il est resté trop écartelé entre ici et là-bas, la cité de banlieue des uns et l'ancien cimetière des autres, les va-et-vient familiaux de certains et le souvenir sans retour pour beaucoup. Et quand un lieu ou un temps fort ont pu émerger en métropole, ce ne fut qu'à proportion de la récurrence qu'ils provoquaient dans une mémoire déjà constituée, ou de sa capacité à être rangé dans l'album d'une mémoire antérieure qui s'adjoignait sans trop de peine un chapitre algérien : ainsi les huit morts du métro Charonne le 8 février 1962 sont-ils entrés de plain-pied dans la mémoire communiste et de gauche, tandis que ceux, tous des Algériens, de la manifestation du 17 octobre 1961 ont encore les difficultés qu'on sait pour se faire comptabiliser, connaître et reconnaître comme mémorables. Par contre, qui sait qu'à Lorette, non loin d'Arras, au milieu des combattants des batailles d'Artois de 1914-1918, près d'un soldat et d'un déporté inconnu de 1939-1945, repose, transféré là depuis 1977, un Soldat inconnu des « opérations d'Afrique du Nord » ? Dès lors, les rapatriés et, plus récemment, les harkis, regroupés en associations actives, ont veillé à imposer aux pouvoirs publics et aux collectivités locales, et surtout ceux des abords de la Méditerranée, l'érection de nombreux repères monumentaux, des stèles, des musées ou des mémoriaux qui signalent leur douleur, leur sacrifice et leur lutte contre l'oubli.

Cette guerre en outre n'a pas eu de longtemps de nom officiel et cette non-désignation a laissé proliférer à la fois les dénominations partisans chez ses victimes et une indifférence qui renforçait la nonchalance de mémoire des autres Français. Elle n'a pas eu non plus de chronologie fixe, ou plutôt chaque groupe a forgé la sienne, celle de sa « classe » d'appelés,

---

<sup>4</sup> Jean-Pierre Rioux, « Devoir de mémoire, devoir d'intelligence », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 73, janvier-mars 2002.

de sa génération, de son milieu social, de sa communauté, de sa confession, avec ses événements dateurs et ses temps de concélébration. Pas de mots pour le dire, pas de dates pour le circonscrire dans le cours du temps, pas de héros éponyme ni de localisation symbolique, pas d'ennemi identifiable de bout en bout, un cessez-le-feu qui n'a pas empêché que perdurent la guerre civile algéro-algérienne, l'affrontement franco-française et les derniers soubresauts de la guerre ouverte franco-algérienne : ce conflit a enchevêtré trop de signes négatifs pour pouvoir être commémoré. Célébrer unanimement le 19 mars 1962 comme date symbolique à commémorer revenait à l'inscrire dans le cadre et la logique d'une vraie guerre, ce à quoi une bonne part de l'opinion métropolitaine s'est toujours dérobée, tandis que les Français rapatriés ont refusé d'entériner une date qui marquait selon une capitulation et le début de leur abandon. De plus, puisqu'on ne commémore jamais que de la transparence unanimiste, peut-on célébrer une défaite camouflée en « paix retrouvée », un « sacrifice » vain, une « page tournée » dans le bain de sang et de violences de l'été 1962, puis dans toutes les violences qui ont saisi l'Algérie indépendante depuis 1962 ?

Cette guerre est donc restée trop longtemps sans message, perdue et innommable, le rappel de son souvenir a été tenu pour impossible et inutile parce qu'il a paru incompatible avec ce qui avait constitué la mémoire nationale. Elle n'a pas fait poser avec assez de force en métropole les questions sur l'identité et la citoyenneté qu'elle avait pourtant si tragiquement mises à nu. Son souvenir s'est donc abrité dans des communautés disparates (par exemple, les Juifs sépharades, les soldats « perdus », les petites phalanges des intellectuels opposés à la guerre ou des « Pieds Rouges » de coopération avec la République algérienne) et surtout chez ses victimes les plus nombreuses et les plus particulièrement affectées et piétinées en 1962, les Français rapatriés d'Algérie et les supplétifs de l'armée française. Sa mémoire ainsi entretenue à la marge n'a été qu'une série d'éclats épars dont l'activisme n'a jamais fait sortir la majorité des Français de leur mutisme et de leur refus d'avoir à se souvenir d'un conflit qu'on pouvait laisser « sans nom » puisqu'il avait été une guerre « pour rien ». Et l'action des minorités intellectuelles engagées et des médias, si prompts à se mobiliser derechef depuis 1962 sur la question de la torture, n'a jamais eu d'effets d'opinion durables. Et c'est plutôt par l'effet la recherche historique, par l'établissement d'une vérité plus plausible, que leur raisonnement et leur souci de comprendre ont pu approcher, mais sans guère convaincre, ces mémoires parcellaires et endolories pour longtemps. Il faudra donc, sans désespérer, inventer demain des lieux, et pourquoi pas des mémoriaux, où la confrontation entre mémoire et histoire sera favorisée, exposée, discutée et finalement apprivoisée, ce qui devrait à terme être profitable pour tous.

Il faut donc convenir que la guerre d'Algérie a été un seuil historique, un point d'inflexion dans l'histoire de notre mémoire collective. Elle a effet dénudé trop de contradictions politiques et morales, trop d'échecs de l'art de faire vivre ensemble en République l'Un avec l'Autre. Sans morale collective, sans héros ni hauts-faits, sans début ni fin, sans foi ni loi pour tout dire, sans justification plausible en métropole, elle ne pouvait que vivoter à la marge, à la « périphérie » (Benjamin Stora), à l'entresol de la mémoire nationale.

Paradoxalement et à la différence de l'historiographie des autres conflits qu'a connus la France au XXe siècle, son histoire savante par contre a été bien activée en métropole depuis les années 1990 et a pris aujourd'hui de l'avance sur sa mémoire, comme s'il s'agissait - Raphaëlle Branche vient de le rappeler<sup>5</sup> - de combler par le savoir vrai la perte de sens et le vagabondage mémoriel. Ajoutons que cette guerre n'a jamais été ignorée dans les enseignements du collège et du lycée, qu'elle suscitait force témoignages, nombre d'œuvres, qu'elle a laissé finalement une foule de traces et d'images qui ne demandent qu'à ressurgir. Il reste que ses mémoires parcellaires, circonscrites chez les seules victimes directes,

---

<sup>5</sup> Raphaëlle Branche, *La guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?*, Le Seuil, 2005.

proportionnées à leur seul nombre et à l'intensité des souffrances qu'elles ont endurées et dont elles veulent être créditées positivement, n'ont été inégalement mais efficacement prises en charge, formulées et promues que par un mouvement associatif isolé, fragmenté mais assez représentatif pour peser en terme d'opinion. Mais cet associationnisme n'a prospéré que sur l'entraide sans partage et un *lobbying* catégoriel des porteurs de mémoire. Il n'a encore pu leur faire admettre tout à fait que leur deuil partagé contribuerait à grossir peut-être un jour, à son tour et à son rang, le flot des souvenirs communs de la France.

Bref, la guerre d'Algérie a surplombé, embrumé et détourné, peut-être même contribué à tarir le cours ancien, républicain, scolaire, commémoratif et convenu de la mémoire nationale. Elle a stocké et comme gelé des mémoires en suspension, des souvenirs en attente de nationalisation, dans une mouvance associative disparate mais pleine d'entregent et très efficace. Nul ne sait si un jour l'inévitable déstockage de ces souvenirs contribuera à la recomposition ou à la désunion de la mémoire nationale. Mais, quoi qu'il en soit, ces mémoires éclatées prédominent, leur cohérence géographique, historique et humaine relativise et étouffe d'autres souvenirs qui montent, fragmentaires mais qui se veulent également mémorables : ceux qui invoquent et dénoncent le « temps des colonies », la colonisation assassine, la présence « postcoloniale » de la France toujours aussi néfaste.

### **De l'immigré à l'indigène**

Cependant, ne croyons pas que le souvenir de la guerre d'Algérie aurait occulté celui de la colonisation et retardé la mise en accusation de cette dernière, ou même que le déni du colonialisme par des descendants d'esclaves et de colonisés non maghrébins serait une sorte de juste revanche sur la mise en examen et en suspens du souvenir la guerre d'Algérie dans la mémoire nationale. Non, semble-t-il : la fracture ou le hiatus - seuls des travaux d'histoire pourront demain départager ces mots - que nous vivons aujourd'hui à propos de la colonisation et de l'esclavage dans le cours de la mémoire française, procèdent plutôt des « trous » de mémoire en métropole comme chez les descendants des victimes qui rameutent des souvenirs souvent confus et disparates, parfois reconstruits, toujours exigeants et même vindicatifs, mais dont la somme ne fait pas nécessairement une mémoire.

Cette affirmation véhémement d'Ailleurs de très vieille colonisation, cette présence de quelques Autres qui se prétendent aussi colonisés aujourd'hui qu'hier et donc aussi « indigènes » que leurs ancêtres, accable une conscience républicaine, citoyenne et nationale « sonnée » encore un peu plus d'avoir à se découvrir projetée depuis si longtemps au-delà des mers à ses risques et périls, ébranlée par la présence massive de ces « originaires de » dont les racines ne sont plus provinciales et qui refusent d'être assimilés sans garanties par une République qui serait restée « coloniale ». Il y a là en effet, pour tous les Français dits « de souche », le sentiment d'avoir à pâtir aujourd'hui non seulement d'une perte en ligne et d'une latence, mais aussi de vivre une formulation inouïe et insoutenable de l'habituel débat et du si fréquent conflit « franco-français ».

Entendons-nous. C'est le mot « mémoire » ici qui doit poser question et nourrir des débats démocratiques plutôt que des réglementations, des mises en accusation, des procès d'intention voire des procès tout court. Car il implique dans son usage contemporain des « cadres » bien établis, une cohérence du groupe humain « porteur », la construction volontariste d'un passé qui aboutisse à la mise en cohérence d'un récit des origines, la hiérarchisation des valeurs, des lieux et des souvenirs communs, la formulation des revendications propres pour armer l'association volontaire des ambitions mémorielles : les mémoires dites « coloniales », ou des ex-colonisés, ou des « indigènes » de toujours ont-elle - aujourd'hui du moins, car on ne sait pas clairement ce qu'il en était hier et pas du tout ce qu'il en sera demain - tous ces attributs, ou même quelques-uns d'entre eux ? On peut aussi

s'interroger sur l'usage de « mémoire » à ce propos, si l'on consent à prendre en compte ce qui vient d'être dit sur la guerre d'Algérie et son coup d'arrêt probable à l'élaboration en continu d'une mémoire nationale en version « métro » à l'ancienne.

Bref, le temps post-colonial semble trop désaccordé de la vieille durée nationale, elle-même très distendue ou fracturée par ailleurs, pour favoriser une extension sociale du souvenir qui donnerait aux ex-colonisés une mémoire constituée, plausible, audible, plaideuse et, finalement, faisant autorité. Par contre il est clair, et heureux, que le passé colonial travaille les individus, les familles et les groupes dont les aïeux ou les parents ont été colonisés et que, par conséquent, les descendants des anciens colonisateurs aient eux aussi à en connaître et à en débattre du mieux possible, sans exclusives, sans xénophobies et sans racismes.

C'est pourquoi il est grand temps que l'histoire de la colonisation, comme celle de l'immigration, prenne une meilleure place dans les enseignements de l'histoire, dans la recherche historique, dans les médias et, plus largement encore, dans le développement culturel du pays. Et il est légitime que d'aucuns, qui se tiennent aujourd'hui pour victimes de facto, invoquent et convoquent un passé selon eux de douleur et d'injustice pour affirmer leur fierté collective ; pour affermir la chaleur communautaire dont ils rêvent ou qu'ils veulent retrouver ; pour débattre de l'autonomie sociale et culturelle que la République pourrait mieux leur réserver ; pour coordonner, donc, une action revendicative.

À condition, aussi bien, que ce souvenir resté si singulier ne leur tienne pas lieu d'identité à jamais, ne les entretienne pas dans un perpétuel sentiment du malheur, de l'exploitation et de l'injustice ; ne les rive pas à cette formule de la loi Taubira exigeant que non seulement la mémoire des esclaves mais « l'honneur de leurs descendants » soient défendus, ce qui légitime et légalise pour la première fois l'étrange principe du malheur héréditaire. Car pas plus qu'en histoire il n'y a pas de culpabilité collective, rien ne justifie que les descendants aujourd'hui, et demain leurs enfants, des abominations esclavagistes et colonialistes aient à endosser collectivement la marque des humiliations, des sévices et des crimes qui ont meurtri, défait, nié et tué leurs ancêtres. Car le mal n'est pas une catégorie historique ou une maladie collectivement transmissible et le passé n'est jamais une fatalité.

Et d'autant moins que tous les travaux historiques démontrent à l'envi qu'en matière de passé colonial, le jeu des ruptures et des continuités dans le temps est particulier et, pour tout dire, encore bien mal connu. Nicolas Bancel, par exemple, a pu observer sur ce point, au terme d'un travail collectif, « des lignes de continuités métissées, des articulations entre périodes coloniales et postcoloniales, articulations non univoques, non téléologiques, qui s'agencent avec les facteurs de notre modernité »<sup>6</sup>. Oui, « non téléologiques », et qui d'ailleurs ne « s'agencent » pas si bien que cela... Disons plutôt que si le passé colonial sembler commander, même si une mémoire ne s'en nourrit pas autant qu'on le dit parfois, c'est sans doute parce que toutes les questions qu'on lui pose, toutes les justifications et les moralités qu'on lui impute ont pour origine des difficultés vécues, des angoisses et des revendications du présent, dans les DOM-TOM ou en métropole. On sait trop bien que ce qui est dénoncé chez le « colonisateur de toujours » - « l'inconscient colonial français », la « République blanche » contre laquelle il faudrait inventer un « anticolonialisme postcolonial » bousculant « l'État colonial » - se nomme d'abord, en banlieue ou ailleurs, la violence au goût du jour, les racismes réveillés et rajeunis, le chômage massif et endémique, l'échec scolaire et le rejet de l'école, les discriminations de tous ordres et le déni de la citoyenneté et de l'institution, puis au bout du compte à la fin de 2005, l'aphasie des « acteurs ». Rien, en tout cas, qui nécessite de convoquer en priorité - et en toute légitimité, cela va de soi - un passé dont, tout au contraire, il faudra bien songer un jour à entamer le deuil ; rien qui

<sup>6</sup> Nicolas Bancel, « L'histoire difficile : esquisse d'une historiographie du fait colonial et post colonial », dans Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire dir., *La Fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, La Découverte, 2005, p. 91.

pourrait aider une communauté à sortir de la pure revendication ; rien qui puisse donner aux souvenirs une cohérence, une force démonstrative et roborative ; rien, finalement, de ce qui pourrait déjà constituer une mémoire. Mais, par contre, tout ce qui permet d'instrumentaliser le passé à bon compte et peut-être, demain, à d'autres fins.

Cette pression d'un présent défait et inquiétant explique aussi que cette contagion de la dénégation pour cause « coloniale » puisse aujourd'hui atteindre nombre d'immigrés récents, ou de seconde et troisième génération, étrangers ou non, avec ou sans papiers. C'est sans doute parce que sont majoritaires désormais parmi eux ceux qui sont venus de l'ancien Empire français, du Maghreb, d'Afrique noire, d'Indochine ou de l'océan Indien, que leur famille a souvent rejoints et qui ont fait souche. Parce qu'aussi de nombreux Français des DOM-TOM ont grossi l'effectif du déracinement et de la précarité. Sans doute également, ne l'oublions jamais, parce que les Noirs et les Maghrébins, Français ou non, peuvent être passibles du même racisme ordinaire et qu'ils peuvent faire montre à leur tour d'intolérances réciproques entre eux et envers le « Blanc », comme au temps, « beau » ou « maudit », des colonies.

Mais, répétons-le, les rappels du passé colonial et ses dénonciations vengeresses n'auraient sans doute pris parmi eux ni force ni efficacité si la panne générale de « l'ascenseur social » du temps de la croissance et de l'emploi, si le refroidissement du « creuset français » (Gérard Noiriel) n'avaient pas pour partie ruiné la capacité d'intégration de ses immigrés que la France avait su entretenir inégalement, durement mais continûment jusqu'aux années 1970. Il est inutile ici de rappeler ici les attendus et les effets, bien étudiés et bien connus, des politiques qui depuis le XIXe siècle avaient pris en charge, tant bien que mal mais longtemps plutôt bien que mal, l'ascendance étrangère, la méfiance ordinaire, l'exotisme culturel et les fantasmes de toutes sortes dont étaient entourés a priori ces étrangers. Il suffit de savoir que de migration en immigration, de mixages culturels en acculturations, de guerres en décolonisation, de salaire assuré pour les pères en instruction publique des enfants et en meilleure santé pour tous, la France avait jusqu'alors bricolé une histoire et un avenir plausibles pour ses « Francétrangers » (Vincent Viet). Or, on ne le sait que trop, ces mécanismes intégrateurs se sont enrayés sous l'effet combiné de la déliquescence du travail et de l'emploi, des difficultés d'accès au logement, de la panne de transmission et d'instruction, du déni des valeurs et des nouvelles concurrences de l'appartenance religieuse ; sous l'effet, d'abord, de « la crise » générale qui frappe si durement et si sélectivement le plus grand nombre des immigrés, récents ou non.

Si bien que, nous disent quelques minorités et « collectifs » très actifs, le parcours à l'ancienne, de l'étranger à l'immigré puis au Français, devrait avoir un nouveau tracé, du « Francétrangers » de fortune ou de l'immigré ayant-droit à l'« indigène » derechef « colonisé », de la conquête hier d'une nationalité à celle, aujourd'hui, de droits communautaires et d'identités de couleur. Ce qui n'a guère à voir avec le travail d'une mémoire activée ou réactivée. Si bien que leur nouveau mot d'ordre, peut-être temporaire, qui entérine en fait cette perte et cette latence de la mémoire, est plutôt, faute de pouvoir répondre aux provocations du présent, de ressasser et porter à ébullition le passé, de tendre à la France un miroir colonial qui la mettra un peu plus sinon un peu mieux en accusation. Le passé colonial - le terme « mémoire », prudemment, est d'ailleurs assez peu employé par ces minorités - est un argument et un habillage pour mettre en cause le pays d'accueil ou sa nationalité. Sauf, répondent ces détracteurs de la France toujours « coloniale », que nous avons pour nous aujourd'hui le bon droit, la morale universelle et le penser correct ; sauf que, de proche en proche, de pétitions en défilés, de « devoir de mémoire » en slogans vengeurs, de secours des médias en assignations en justice civile puis pénale, nous voulons imposer à toute force l'idée si simple et si forte que le cours du temps et le fond de l'Histoire n'ont été et ne sont qu'une chaîne d'injustices et qu'une cascade de « crimes contre l'humanité ». Bien

qu'ultra minoritaire, cet entêtement-là qui réinvestit et réemploie au passage le temps de l'Occupation, pourrait avoir demain des effets ravageurs.

Deux historiens, chacun à leur façon, viennent de le rappeler<sup>7</sup>. Les « identités traumatiques » qui se cherchent dans les assauts actuels sur les traites, l'esclavage et la colonisation, ceux qui revendiquent tout en un le souvenir du crime et le paiement d'une dette, nous dit Olivier Pétré-Grenouilleau, trouvent des secours et des justifications intellectuels, scientifiques, moraux, législatifs et judiciaires parce qu'ils signalent ainsi très crûment « la difficulté de notre société à se regarder en face, à se refonder sur des liens qui ne soient pas ceux de la dette ». Achille Mbembe va plus loin : la France trop hexagonale, trop « se souche », trop franchouillarde du début du XXI<sup>e</sup> siècle ne veut toujours pas voir, dit-il, que « la plantation et la colonie récusent radicalement la possibilité d'appartenance à une humanité commune, cette pierre angulaire de l'idée républicaine » ; ni admettre que, nonobstant, « énoncer le pluriel de la singularité devient l'un des moyens les plus efficaces pour négocier le Babel des races, des cultures et des nations rendu inévitable par la longue histoire de la globalisation ». En clair : il faudrait qu'elle invente de toute urgence à un autre modèle national et mémoriel. Celui, plus démocratique que républicain, qui ferait vivre en commun dans une « nation véritablement cosmopolite ». Sans commentaire.<sup>8</sup>

Jean-Pierre Rioux

---

<sup>7</sup> Olivier Pétré-Grenouilleau, « Les Identités traumatiques. Traite, esclavage, colonisation », *Le Débat*, 136, septembre-octobre 2005 ; Achille Mbembe, « La république désœuvrée. La France à l'ère post-coloniale », *Le Débat*, 137, novembre-décembre 2005.

<sup>8</sup> Voir Jean-Pierre Rioux, « La flamme et les bûchers », dans Jean-Pierre Rioux dir., *La Guerre d'Algérie et les Français*, Fayard, 1990 ; « Les Français et la mémoire de l'Algérie », *L'Histoire*, 140, janvier 1991 ; « La torture » et « Une guerre trouble-fête », dans Laurent Gervereau, Jean-Pierre Rioux et Benjamin Stora dir., *La France en guerre d'Algérie*, BDIC-La Découverte, 1992 ; « 1962, l'adieu à l'Algérie », dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli dir., *La France d'un siècle à l'autre, 1914-2000. Dictionnaire critique*, Hachette Littératures, 1999 ; « Une colonisation féroce », *Le Monde*, 30 juin-1<sup>er</sup> juillet 2002 ; « Comprendre et faire comprendre », dans Dominique Borne, Jean-Louis Nembrini et Jean-Pierre Rioux dir., *Apprendre et enseigner la guerre d'Algérie et le Maghreb contemporain*, Versailles, CRDP, 2002 ; « L'Algérie trouble-fête » et « Au 'creuset' de la rue de Lappe » dans *Au bonheur la France*, Perrin, 2004 ; « Sur l'enseignement de la guerre d'Algérie », dans Mohammed Harbi et Benjamin Stora dir., *La Guerre d'Algérie, 1954-2005. La fin de l'amnésie*, Robert Laffont, 2004.